



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la région Occitanie**

Unité inter-Départementale Aude / Pyrénées-Orientales
Cellule 3 - Carrières, déchets non dangereux, éolien, risques
chroniques

Carcassonne, le 20 juin 2023

Affaire suivie par : Jérôme POCHON
Courriel : jerome.pochon@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 04.48.18.59.03

Le directeur régional de l'environnement, de
l'aménagement et du logement

N° GUN : 0006605582
Ref. : UID11/66-C3-2023-303

à

Monsieur le préfet de l'Aude

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Parc éolien de Roquetaillade-et-Conilhac implanté sur le territoire de la commune de
Roquetaillade-et-Conilhac (11)
Mortalité d'un Vautour fauve (*Gyps fulvus*)

Pétitionnaire : Société SAS ENGIE GREEN FRANCE - 215, rue Samuel Morse - Le Triade II à
MONTPELLIER (34000)

PJ : Projet d'arrêté préfectoral de mesures d'urgence

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Table des matières

1 - Contexte et incident.....	2
2 - Conclusion et propositions de l'Inspection des installations classées.....	3

1 - CONTEXTE ET INCIDENT

La société ENGIE GREEN France exploite un parc éolien, autorisé par permis de construire en 1999, constitué de 28 aérogénérateurs sur la commune de Roquetaillade-et-Conilhac et mis en service en 2001. Cette installation bénéficie depuis 2012 du droit d'antériorité au titre de la législation sur les ICPE, pour le régime de l'autorisation. Les arrêtés préfectoraux du 24 août 2015 puis du 26 février 2020 sont venus encadrer l'exploitation de ce parc éolien, puis son changement d'exploitant au profit de la société ENGIE GREEN France.

Le renouvellement du parc éolien de Roquetaillade a fait l'objet d'une demande d'autorisation environnementale qui a conduit à la signature d'un arrêté préfectoral d'autorisation le 13 janvier 2023. Ce projet consistera à remplacer le parc actuel de 28 éoliennes d'une puissance totale de 23 MW par un parc de 11 éoliennes plus grandes pour une puissance totale de 33 MW.

Ce parc n'est pas équipé de système de détection/effarouchement/arrêt (SDA) qui permet de réduire le risque de collision des oiseaux.

Par un courriel en date du 19 juin 2023, l'exploitant du parc a informé l'inspection des installations classées d'une mortalité d'un Vautour fauve (*Gyps fulvus*), découvert le même jour au pied de l'éolienne n° E10.

Pour mémoire, ce parc a déjà fait l'objet de deux mortalités de vautour fauve en 2022, les 28 et 31 janvier, ainsi que plusieurs mortalités de rapaces déclarées depuis la mise en service du parc en 2001.

À noter que le Vautour fauve est une espèce protégée dont le statut de conservation est LC (quasi menacé) en France et VU (Vulnérable) au niveau local.

Suite au deux mortalités de 2022, l'exploitant avait informé l'administration et avait mis le parc à l'arrêt le 4 février 2022. En vue du redémarrage du parc, l'exploitant avait mis en place les mesures suivantes :

- La réalisation d'un suivi ornithologique sur une durée d'un mois (soit 4 semaines de suivi avec parc arrêté sur la base de deux passages hebdomadaires en duo), dont l'objectif était de suivre les activités du Vautour fauve localement (dynamique de la colonie d'Alet, comportement des oiseaux à l'approche du parc éolien par toutes les conditions météorologiques, etc.) et d'identifier les éoliennes les plus à risques de collision pour les grands rapaces afin de procéder à un redémarrage progressif du parc éolien.
- Le déplacement des charniers locaux de chasse et des placettes de nourrissage afin de réduire l'attractivité des alentours du parc pour les vautours.

Suites aux conclusions du suivi ornithologique et au déplacement des charniers locaux de chasse et des placettes de nourrissage, le parc a été autorisé à redémarrer progressivement.

Durant ce redémarrage, le parc a fait l'objet d'un incident consistant en la chute d'une pale d'une éolienne qui a conduit à remettre à l'arrêt l'ensemble du parc.

Suite à l'étude de cet incident, l'exploitant a redémarré progressivement, à partir du 11 octobre 2022, 24 des 28 éoliennes du parc. En parallèle, un suivi comportemental et de mortalité a été mis en place pendant 13 mois, avec une fréquence de passage de 2 fois par semaine.

Malgré les mesures précitées, une nouvelle mortalité de Vautour fauve vient d'être constatée. Celle-ci a été découverte dans les cadres du suivi mis en place.

Les mesures de réduction du risque de collision mises en place ne semblent pas avoir permis d'éviter cette collision.

Aussi, il est nécessaire que le fonctionnement du parc éolien soit suspendu en période diurne via la mise en place d'une régulation de jour par un bridage permanent du lever au coucher du soleil.

En vue du redémarrage diurne, l'exploitant devra proposer de nouvelles mesures de réduction du risque de collision qui devront être validées préalablement par la DREAL.

2 - CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Compte-tenu de ce qui précède, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 512-20 du Code de l'environnement en prescrivant à l'exploitant, la société ENGIE GREEN France, toutes les mesures de sécurité nécessaires à la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Un projet d'arrêté préfectoral de mesures d'urgence est joint à cet effet au présent rapport. Compte-tenu de l'urgence que présente la situation, et conformément à l'article L. 512-20, l'inspection des installations classées propose de ne pas solliciter l'avis de la CDNPS sur ces prescriptions.

VÉRIFICATEUR/APPROBATEUR

L'adjoint au chef de l'Unité inter-Départementale
Aude-Pyrénées Orientales,

A blue ink signature in cursive script, appearing to read 'Y Accabat'.

Yannès ACCABAT

RÉDACTEUR

L'inspecteur de l'environnement,

A blue ink signature in cursive script, appearing to read 'J Pochon'.

Jérôme POCHON

